

Extrait N°1

New Citizen Act

Le début chaotique du III^e millénaire

New Citizen Act

L'histoire des Histims
en l'an 2054

Auteur : Monthome - ISBN 9791023701180

1€

BOOKINER 



Auteur : Monthome

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

New Citizen Act

Extrait N°1

- . Le début chaotique du III^e millénaire
- . Faire face aux 10 fléaux modernes de l'humanité

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

Le début chaotique du III^e millénaire

Alors que dans la plupart des pays occidentaux régnait depuis la fin des années 2000 une crise financière puis économique de grande ampleur, la déliquescence des systèmes nationaux s'est progressivement propagée sous l'emprise «métastatique» nocive et toxique d'un quadruple conservatisme moral, culturel, capitalistique et religieux. Malgré des structures sociétales apparaissant solides et bien organisées, le puzzle des nations formant l'OCDE et les nouveaux pays émergents s'est rapidement craquelé par l'incapacité des Etats à s'entendre sur un objectif commun. Une série d'erreurs magistrales directement imputables aux leaders politiques, technocrates, financiers et économiques, qui se sont montrés incapables de redresser la barre en s'enfonçant chaque année un peu plus dans un cycle à l'envers favorisant la déstructuration sociale. Malgré une formidable propagande politique et une surenchère constante dans l'offre technologique destinées à donner le change et créer de la confiance dans l'opinion publique, des crises multiples se sont régulièrement succédées montrant la totale incapacité des systèmes traditionnels à redresser la barre de manière durable en ne sachant pas se réformer utilement de l'intérieur. Bien que jamais admis par leurs dirigeants et élus plus motivés par leur ambition personnelle, les avantages de leur fonction et la sécurité financière qui en découlait, tous les systèmes dits républicains, modernes et/ou démocratiques étaient comme de vieux immeubles relookés et consolidés en permanence. Ceux-ci étaient, en réalité, complètement rongés de l'intérieur par des structures hiérarchiques dépassées, des rapports de force constants entre décideurs et exécutants, par une concurrence effrénée à survivre d'abord pour soi, par l'action toxique de minorités influentes mais aussi et surtout, par l'impossibilité de sortir la tête de l'eau, retenue par un maillage étroit de pratiques conservatrices hautement procédurières et coercitives.

Alors que l'individu s'était habitué à vivre et survivre dans le stress permanent, la résignation, ainsi que dans des automatismes de petites joies et satisfactions courantes issues du travail, du couple, de la famille, des amis, des loisirs et de certaines addictions, chaque système en place était plongé dans une sorte de schizophrénie à vanter l'acquis et l'existant, tout en appuyant encore davantage sur la tête de ceux qui étaient à la marge ou en difficulté, comme en entretenant volontairement de grandes fractures sociales au sein du peuple, en valorisant les élites et en protégeant les intérêts des plus riches. Au fil des décennies et notamment à partir des années 2010, la cristallisation négative a peu à peu atteint son paroxysme dans l'atrophie de la micro puis de la macro économie, laissant les rênes du monde aux plus riches et à leurs supplétifs technocratiques et politiques. La complexité du monde moderne était telle, qu'elle avait produit une inertie sociétale sans précédent créant de nombreux paradoxes empêchant les peuples, les Etats et l'humanité toute entière, d'avancer droit et de manière évolutionnaire. Tout était devenu lourd, lent, petit dans l'action, freiné par d'innombrables obstacles, aussi bien dans les organisations et institutions que dans l'esprit des gens. Malgré des réformes de surface, la machine administrative et technocratique associée à la pesanteur, à la rigidité des méthodes en place, à la préservation des pouvoirs politiques et aux grands intérêts particuliers, s'est montrée incapable de redresser la barre du déclin programmé sinon à le stabiliser. Au lieu de s'ouvrir et de réformer par le «haut» de droits nouveaux favorisant l'autodiscipline tolérante, l'esprit de responsabilité, les initiatives incitatives et proactives en faveur du changement, les gouvernances successives se sont entêtées à protéger leurs modèles de référence en les durcissant constamment.

Une sorte de fuite en avant politique, décisionnelle et sécuritaire, ayant pour principal objectif la conservation «en bon père de famille» des fragiles équilibres au sein de la société civile afin d'éviter d'être tenues pour responsables de toute forme de dégradation objective pouvant mener à l'exclusion du système et/ou noircir l'image personnelle des gouvernants.

Bien triste tout cela, sauf pour les élites de la nation, les collaborateurs et tous les technocrates servants du système, ayant pris l'habitude de s'épanouir dans de telles conditions !

Faire face aux 10 fléaux modernes de l'humanité

L'organisation sociétale du monde tel un Goliath apathique, un géant enchaîné, était devenue incapable d'agilité et d'écoute empathique envers les doléances des citoyens du monde. On assistait alors à une sorte de zéro progrès face aux leçons de l'histoire en cumulant, au contraire, les erreurs. Bien que très informées et très intelligentes, les gouvernances successives ont toutes été incapables de faire face aux demandes de changement provenant de la base citoyenne décidée à remettre en cause leurs statuts, pouvoirs, prestiges et intérêts. Cette forme de lâcheté politique chronique a conduit à l'implosion lente du monde occidental mais aussi à l'effondrement encore plus rapide de nombreux pays émergents. En fait, le début du III^e millénaire fut le début d'une «soft apocalypse» entraînée par un faisceau d'attitudes frileuses et sans courage aussi bien de la part du monde politique que d'un grand nombre de citoyens des classes riches et moyennes fonctionnant par mimétisme. C'est la combinaison de 10 grandes erreurs qui fut, entre 2000 et 2050, à l'origine de l'accélération du déclin civilisationnel frappant les 3/4 des 220 nations terrestres.

Première grande erreur : Gérer les Etats comme des entreprises monopolistiques dans le prolongement des monarchies aristocratiques et des anciennes seigneuries. Appliquer des modes de gouvernance court-termistes en fonction des aléas économiques, financiers, budgétaires, politiques et géopolitiques considérant ainsi, d'une certaine manière, l'ensemble des citoyens comme des salariés aux ordres et les multiples institutions, organisations et administrations, comme des fournisseurs ou clients devant subir sans broncher une gouvernance sans partage, une culture d'Etat, des règlements intérieurs imposés (lois, décrets...), des réformes, mesures et autres décisions venant toujours d'en «haut». Malgré la présence d'instances représentatives souvent à la solde des grands partis politiques en place, la gouvernance des nations s'est majoritairement effectuée dans le cadre d'une forte continuité historique. Le problème majeur a été, à la fois, la dominance d'un parti sur tous les autres mais aussi la présence d'une opposition légitimée dont le travail majeur consiste surtout à critiquer, ou à miner le travail accompli, afin de reprendre ultérieurement le pouvoir et la commande des affaires publiques dans un jeu alternatif sans fin. C'est la raison pour laquelle cette forme de gestion des Etats s'est caractérisée par un fonctionnement d'empilement sans fin de règles, procédures et mesures les unes au-dessus des autres, ou à côté des autres. Une méthode qui ne contribue pas du tout à favoriser un véritable changement sociétal mais seulement à créer des réparations, ajustements et adaptations ponctuelles, alourdissant sans cesse le mouvement général. C'est d'ailleurs tout le rôle ambigu de la technocratie que de pratiquer la «maintenance» d'Etat dans un rôle qui consiste, avant tout, à sécuriser l'existant sans être vraiment capable d'innover et d'envisager de véritables solutions de rupture, ni se soucier vraiment d'une amélioration significative de la condition réelle du citoyen lambda. Durant toute cette période il en a résulté une forte détérioration de l'autorité, de l'image du politique et du respect docile envers l'Etat et ses institutions en provenance, notamment, des nouvelles générations.

Seconde grande erreur : Donner trop d'importance à l'économie/finance en laissant la commande underground du destin des Etats et des nations aux mains du monde financier, bancaire et économique. Des domaines qui ont capté, à la fois, la direction des principaux postes stratégiques de commande mais aussi favorisé l'implantation d'une culture capitaliste extrêmement compétitive, d'élimination et d'éradication des plus faibles. Le dieu argent,

la possession propriétaire, les logiques de concurrence effrénées entre établissements et individus, ont fini de dénaturer et d'éliminer du jeu les grandes valeurs humaines au profit d'une prédation en col blanc, sorte de loi de la jungle financière. Ainsi, les riches sont devenus de plus en plus riches et les autres de plus en plus dépendants et/ou pauvres. La conduite des institutions financières a interagi indirectement sur la condition sociétale du plus grand nombre via une hausse constante des prix, des politiques industrielles contestables, des obsolescences programmées, des conditions de travail exigeantes, déshumanisées et stressantes. Cette main mise capitalistique droitière sans complexe et sans véritable partage aux leviers de l'industrie, agroalimentaire, finance et services, a créé les conditions d'une insatisfaction chronique chez le citoyen, sans lui laisser la moindre chance de sortie honorable. Il en a résulté un élargissement constant dans les inégalités entre riches, classes médianes et pauvres, entre nantis et dépossédés, animant fortement la jalousie, la colère, la frustration et de nombreuses formes d'agressivité.

Troisième grande erreur : Maintenir l'illusion politique et institutionnelle en tant que rempart face aux grandes problématiques sociétales. Une illusion associée à la croyance que l'homme politique traditionnel (parti, président, élu) chargé d'assumer la gouvernance peut, à lui seul et son équipe, changer la face du monde et/ou de la nation, sans la participation active du citoyen. En misant uniquement sur le vote démocratique à des échéances régulières et/ou en acceptant un goulet légal de représentation considéré comme la moins mauvaise des solutions, le citoyen a pris le risque de ne plus défendre ses intérêts directs en acceptant des options politiques en «prêt à porter», packagées ou imparfaites. Cette illusion démocratique du vote, contrôlée à la source par des hommes politiques ambitieux pour eux-mêmes et/ou des partis idéologiques, a fait oublier qu'il existe également, entre le politique et le citoyen, la présence intermédiaire et décisive d'un système complexe. Un système administratif, fiscal, sécuritaire, social, agissant comme un épais matelas d'usages, règlements, procédures, contraintes de toutes sortes, annihilant en grande partie les effets souhaités des décisions politiques fortes, ainsi que l'espérance de changement au niveau des individus. Il en a résulté directement une usure démocratique mais aussi une forme de rejet et d'indifférence à l'égard du monde politique et de l'élu, lesquels se sont consolés en faisant carrière à coups de promesses, avantages et rémunérations intéressantes.

Quatrième grande erreur : Privilégier la concurrence entre Etats plutôt que l'entraide entre nations en utilisant mal l'intelligence collective et la fraternité transnationale. Afin de prendre une place dans le concert international, les pays n'ont démontré aucune vision globale sur l'avenir de l'humanité en privilégiant, au contraire, une vision focale à partir de traités multinationaux et bilatéraux défendant leurs propres intérêts via tout un arsenal de contraintes fiscales, comptables, financières, douanières et légales, ayant pour objectif majeur de se protéger des autres en créant des entraves fortes de libre circulation. Ces postures nationalistes, c'est-à-dire égoïstes d'un point de vue humaniste, ont contribué à exacerber une concurrence et des tensions de plus en plus vives entre nations. Elles ont animé des rivalités directes et indirectes rendant impossibles des solutions solidaires de sortie par le haut. Cela a été le cas en matière de liens subtils et piégeux en matière de dettes, créances, actionnariat et flux financiers entre nations. La conduite du monde a ainsi été déléguée de manière totalement artificielle aux grandes bourses, réserves fédérales, investisseurs et institutions financières. Une seconde forme de gouvernance du monde et des nations qui a finalement tiré la planète vers le bas de l'évolution sociétale, malgré des aspects évidents de modernisation via le BTP, les industries et les technologies, par les effets sélectifs et négatifs de cette vision propriétaire du monde et de ses ressources. En fait, ce fut l'impossibilité de créer un véritable big defeasance round capable d'annuler en grande partie les dettes nationales et internationales, mais aussi l'endettement des entreprises et des particuliers, qui a contribué à l'enlisement du monde

dans un carcan auto-générateur de contraintes. Au lieu d'opter dans les années 2010-2020 en faveur de la seule option capable de favoriser un désendettement généralisé permettant de remettre les compteurs à zéro et redonner de l'oxygène aux peuples et aux entreprises en vue de faire repartir la «machine» de manière assainie, l'option poursuivie a été, au contraire, de continuer à plomber l'économie des ménages en privilégiant une minorité d'investisseurs financiers, de structures bancaires et de spéculateurs s'accrochant à leurs créances, avoirs et privilèges. Une minorité d'opérateurs qui ont ainsi imposé leur influence au monde entier et obligé les Etats et les populations à subir aveuglément les règles dures du conservatisme capitalistique par la contrainte et la menace. Alors que le niveau moyen d'endettement ne faisait qu'augmenter, les déficits, les défaillances et la pression fiscale, ont contribué à étouffer progressivement l'esprit d'initiative dans la société civile détruisant de l'intérieur toute forme de renouveau et d'équilibre sociétal. Cet étouffement progressif par la finance a eu les mêmes effets que l'étouffement de la civilisation romaine par l'excès d'administration au début du I^{er} millénaire. Il en a résulté un fort repliement nationaliste des Etats sur eux-mêmes privant, en plus, les peuples d'une synergie bénéfique pour affronter autrement l'évolution du monde et ses grands enjeux.

Cinquième grande erreur : Accepter en chaque pays le retour de la démagogie politique et des partis extrémistes, faisant que face au manque d'harmonie internationale, aux faibles résultats obtenus par les partis modérés, à la pression conjointe de la concurrence des autres nations et un fort mécontentement provenant des opinions publiques, la plupart des Etats ont défendu leurs intérêts nationaux et territoriaux de manière assez rustique (ordre sécuritaire, protectionnisme économique, pression fiscale et normative) en jouant clairement sur le durcissement rétrograde des conditions de vie. Pour ces pays, il en a résulté une lente désagrégation de l'unité nationale poussant à des révoltes, à des actes permanents d'incivilités, à des répressions, épurations, déportations et exclusions, à des tensions sérieuses entre clans et communautés. Un véritable retour en arrière accentué par la prise de pouvoir de partis extrémistes fondant leurs actions sur une démagogie premier degré (bouc-émissaire, retour de la morale, théologie, ordre policier, milice...) ainsi que sur le culte du chef sauveur de la nation. La déliquescence citoyenne a atteint son point d'orgue à ce moment-là, ainsi que son niveau de démocratie le plus bas.

Sixième grande erreur : Accorder trop d'importance à la technocratie, aux standards professionnels et aux conduites stéréotypées au sein des institutions et instances nationales, transnationales et internationales. En misant sur une haute normalisation des relations et des rapports sociaux, souvent contraires au naturel et au courage d'expression, la vie publique et sociale s'est aseptisée et stéréotypée, facilitée en cela par l'industrialisation du diplôme et la dictature du statut social. A cause d'un académisme éducatif exercé dès le plus jeune âge jusqu'aux formations supérieures par un système hyper sélectif de notation et de critères élitistes, c'est toute une efficience collective qui a été ainsi altérée à la source même de l'humain en formatant davantage les cerveaux aux standards systémiques et aux capacités techniques, qu'en façonnant des esprits libres et des personnalités abouties. Dans ce système entièrement fondé sur l'élitisme et la compétitivité économique, chaque pays a ainsi produit des armées de diplômés en séries industrielles, comme il en fut dans l'histoire de militaires, «chair à canon», esclaves, serviteurs ou serfs. Ces citoyens intelligents et cultivés mais aussi souvent politiquement corrects (poco) ont pris possession de la maintenance, de la production, de la gestion, de l'organisation et de la direction de toutes les entités majeures au sein de la sphère publique et des grandes entreprises, instillant ainsi sans le vouloir une mentalité relativement stéréotypée, médiocre avec une qualité relationnelle fragile et superficielle. Il en a résulté une standardisation grandissante des attitudes et des comportements laissant peu de place au naturel, à l'expression affirmée des individus, à l'innovation créative,

au changement bénéfique dans les habitudes et usages. La forte concentration des populations dans les mégapoles a, de son côté, amplifié un phénomène général d'habitudes collectives et routines dans les usages et pratiques.

Le confinement sociétal a développé de nouveaux types de réflexes grégaires tels que ceux des réseaux sociaux, de la virtualité, de l'intelligence artificielle, de l'assistance technologique, de l'information médiatique de masse, etc., formant au final des matricages systémiques forts, bridant clairement la qualification et le développement de certains états d'être et potentiels humains. Parallèlement, d'autres besoins et capacités fortement spécialisés et utiles au fonctionnement du système ont façonné un nouveau type d'homo societalis intelligent mais beaucoup plus fragile psychologiquement et physiquement, plus efficace dans le travail non physique mais aussi plus dépendant et soumis à son environnement administratif, technique et technologique. Cela a signé le début d'un recul certain dans l'évolution générale de l'homo sapiens normalement abouti. Beaucoup de citoyens se sont ainsi retrouvés surdimensionnés en terme de compétences réelles, culturelles et/ou intellectuelles, mais aussi sous-dimensionnés en terme d'étalonnage économique (rémunération). Un véritable paradoxe que d'observer comment un grand nombre de citoyens inaboutis (entre 40 et 75% d'affirmation globale dans l'ensemble des 17 états d'être humains) ont développé une forme de conditionnement systémique façonnant des logiques d'adaptation plus analytiques, intellectualisées, réseautiques, administratives que manuelles, physiques, de débrouillardise, de synthèse ou de capacité à survivre seul.

Le besoin de conformité et d'adhésion aux standards professionnels et sociaux a favorisé le surdéveloppement de l'intelligence logico-mathématique destinée à maîtriser les multiples procédures et naviguer avec facilité dans les normes technologiques et autres configurations professionnelles. Le problème est que cela s'est réalisé aux dépens d'autres aptitudes aussi vitales (principaux besoins d'affirmation, capacité de survie, prise de risque et d'initiative, courage du passage à l'acte, conscience globale élargie...). Il en a résulté 3 grands types d'individus : en haut de l'échelle sociale une élite super diplômée ; au milieu, des individus spécialisés dans les tâches fonctionnelles ainsi qu'un grand nombre d'opérationnels chargés des activités d'assistance technique et autres activités manuelles spécifiques (techniciens, experts, spécialistes) formant ensemble les classes médianes ; en bas de l'échelle sociale, une main-d'oeuvre non qualifiée issue souvent de l'immigration et de communautés peu ou mal intégrées. Cette évolution a eu pour effet de figer la progression sociétale par le cloisonnement issu des classes sociales, tout en faisant baisser dramatiquement la part des autodidactes, artistes libertaires, inventeurs et autres auto-entrepreneurs, faisant que le principal de la vie collective s'est progressivement concentré aux mains de fonctionnels et collaborateurs aux profils relativement standardisés mais peu proactifs et/ou créatifs. Parallèlement, les cohortes de «techniciens» et spécialistes au sein des grands groupes internationaux ou multinationales ont contribué à façonner une offre fortement directive et marketisée dans le but d'orienter les principaux besoins humains et asservir ainsi la demande.

Septième grande erreur : Augmenter régulièrement la pression fiscale, la pression morale, la logique sécuritaire, la surveillance et le contrôle permanent des citoyens. Une manie technocratique historique face aux problèmes qui, au lieu de trouver des solutions d'allègement, d'ouverture et d'oxygénation citoyenne, ferme la porte et/ou charge «le baudet» en enfermant les individus dans toujours plus de taxes, cotisations, devoirs, contraintes et obligations. Tout cela a entraîné des plis sociologiques importants en réduisant sans cesse l'espace des libertés d'agir et autres droits démocratiques. Sous l'effet conjugué d'une demande prudentielle et sécuritaire provenant d'une forte féminisation aux postes de décision, du vieillissement des populations, d'un fonctionariat local, territorial et national et d'un assistanat passif pour de

nombreuses familles, la vie collective s'est fortement prudenialisée pour plus de 75% de la population. Cet anti offensivité et non volonté de maîtrise du risque a directement induit le refus du changement évolutionnaire en plombant le dynamisme sociétal. Ainsi, d'un niveau de départ de démocratie égal ou supérieur à 50 sur une échelle de 100 pour un grand nombre de pays occidentalisés, le niveau a régulièrement baissé pour redescendre entre 40 et 45, soit un taux de contraintes supérieur au taux minimal d'équilibre démocratique. Dans ce schéma de contraction et de repliement, les Etats ont éteint les moteurs motivationnels de beaucoup d'individus au sein des forces vives, réduisant ainsi l'activité microéconomique, l'envie d'entreprendre, le niveau de vie potentiel des classes médianes, tout en standardisant la qualité de vie et de bien-être à un stade relativement moyen. Le retour au principe de sélection naturelle par le «mérite» en faveur des mieux adaptés et des plus conformes aux standards du système a contribué à élargir considérablement le nombre de personnes au chômage, en mal-être sociétal, en paupérisation, dans le monde occidental et dans les pays dits émergents.

Huitième grande erreur : Contrairement aux pandémies et aux famines historiques, les orientations sous-jacentes exercées sur les fonctions vitales par les industries agroalimentaires, chimiques et pharmaceutiques, ont contribué à modifier le fonctionnement naturel du métabolisme humain. La raison principale a été dans le recours important et régulier aux produits de synthèse en tous genres. En effet, face à la raréfaction des matières premières et surtout à une demande de masse en progression constante au niveau de la nourriture, des équipements, des médicaments, des traitements phytosanitaires..., toutes les industries ont été obligées d'adapter leurs offres de produits via des processus industriels normalisés et de production en série. Le monde industriel a été dans l'obligation de créer sans cesse de nombreux substituts de synthèse, hors bio et produits naturels, dont les effets collatéraux ont impacté en profondeur le système immunitaire et le fonctionnement cellulaire. Parallèlement, en orientant et en conditionnant les besoins humains à des produits de consommation fortement industrialisés et à des médicaments, ou assimilés soumis à des processus chimiques, l'industrie a créé de nouvelles dépendances et fragilités amplifiant davantage des états erratiques de mauvaise santé que de bonne santé généralisée. La dépendance à certains produits associée à de mauvaises habitudes alimentaires, ainsi qu'à une pollution environnementale multiple, ont conduit à créer de grandes différences sanitaires dans les populations. Ainsi malgré un net allongement de la durée de vie, le constat a été d'observer des individus en plus mauvaise santé et ce, de plus en plus tôt. Ainsi d'un tiers habituel des populations atteintes de problèmes chroniques de santé physique, psychique, mentale ou d'handicap, le taux est passé rapidement à 50% puis à 2/3, sous l'effet conjugué de la déformation du haut de la pyramide démographique par l'abondance de seniors et de personnes âgées mais aussi et surtout, par le nombre de personnes atteintes de maladies chroniques (obésité, cancers, stress, maladies pulmonaires et cardio-vasculaires...).

Neuvième grande erreur : Sous-estimer l'effet de propagation négatif des conditions de vie dans les classes médianes soumises constamment au stress économique, au stress social et au stress environnemental. La déstructuration sociale par implosion lente a fait beaucoup plus de victimes que les conséquences directes des grandes guerres destructrices en masse d'hommes jeunes et de populations civiles. A cause de décisions géopolitiques et technocratiques dans lesquelles personne n'est jamais vraiment responsable ni coupable, la surmortalité dans le courant du XXI^e siècle (et ensuite) s'est emballée par l'addition cumulative de nombreuses sources d'entropie et de contraintes. Ainsi d'un pic démographique mondial en constante progression depuis le milieu du XX^e siècle, la courbe s'est fortement inversée vers le milieu du XXI^e siècle en perdant 1/4 à 1/3 de ses habitants. Les différentes causes observées s'additionnent sous la forme d'un faisceau dispersé de phénomènes majeurs provenant de toutes les régions du monde comme par exemple :

. L'Europe a subi en seulement 50 années un formidable retournement négatif de productivité et de PIB dû à son manque d'actifs et d'innovation, ainsi que par les conséquences de cures d'austérité à répétition qui, traitant en surface un mal identifié ici ou là, a produit derrière des effets collatéraux aux conséquences bien plus graves. Dans ce jeu de déplacement constant des problèmes, l'Union européenne est devenue plus fermée sur elle-même qu'ouverte, plus normative que tolérante. Dans le même temps, la plupart des pays occidentaux ont subi une vague importante de vieillissement avec beaucoup d'anciens retraités devenus des maltraités économiques depuis l'arrivée aux commandes de générations plus jeunes ayant elles-mêmes subies de nombreuses humiliations, privations et contraintes depuis les années 2000.

. Bien que l'Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada) ait disposé d'un potentiel territorial important, son hégémonie industrielle, monétaire et financière sur l'ensemble du monde, a totalement vacillé presque du jour au lendemain entraînant des effondrements industriels gigantesques suivis par des vagues d'émeutes dans toutes les mégapoles.

. C'est en Asie et notamment en Inde, au Pakistan, en Chine, en Indonésie, au Japon et en Corée du Nord, ainsi que dans le Grand Proche-Orient, que les désastres sociétaux et humanitaires ont été les plus forts. Face à une succession de grandes crises environnementales, sociales et économiques, une inflexion sociétale s'est imposée sur de nombreux territoires par la conjonction de plusieurs facteurs convergents : épidémies, grandes catastrophes naturelles dont inondations, tsunamis, éruptions volcaniques, séismes, effets du changement climatique, insalubrité des bidons-villes, pollutions multiples, actes de terrorisme, massacres ethniques, répression sanglante de grandes émeutes, pénurie d'eau, explosions nucléaires ciblées, irradiations de nature NBC (nucléaire, biologique, chimique), champs électromagnétiques...

. Si l'Afrique en général et certains territoires d'Amérique Centrale et du Sud ont été relativement préservés, beaucoup de pays qui s'étaient enrichis durant quelques décennies se sont radicalisés, en traitant ensuite mal leurs populations à la mode dictature, loi de la jungle ou modèle Corée du Nord.

La grande déstabilisation géopolitique du monde a suivi l'affaiblissement économique chronique des pays de l'OCDE et, parallèlement, la fin du développement et du plafonnement de de nombreux pays dits émergents vers les années 2030, entraînant alors un doublement entropique des cycles économiques descendants. En résumé, cet écroulement progressif des systèmes nationaux diagnostiqués, connus et prévisibles depuis longtemps, s'est accompli comme prévu par manque de courage politique, d'engagement citoyen et de réactivité collective forte. Un comble dans des sociétés dites modernes et bien informées mais incapables d'agir à l'unisson, sauf à défendre sans cesse et avant tout leurs propres intérêts.

Dixième grande erreur : L'important asservissement des populations à certains besoins telles que la fourniture quotidienne d'énergie (électricité, essence, fioul, gaz, charbon...), à l'information, aux échanges numériques et aux télécommunications mais aussi à l'eau et aux technologies de confort a créé un véritable état de dépendance, voire d'aliénation, pour la grande majorité de l'humanité. En perdant ses réflexes primaires de survie, l'homme moderne est devenu quasiment esclave «addict» du système, incapable de se débrouiller sans et prêt à tout accepter pour que l'approvisionnement perdure, quitte à subir des contraintes supplémentaires. C'est ce que la politique, l'économie marchande, la banque et la finance ont bien compris en exploitant à fond, sans état d'âme, les ressources sociétales mais aussi les peurs, les angoisses et les fragilités humaines.

En fait, ce sont véritablement les grandes pénuries et l'accès hors de prix de nombreux produits/services qui ont enclenché la plupart des grands mouvements sociaux par l'incapacité des Etats à prévoir des plans B ou des solutions de secours de grande ampleur. Plus précisément, ce sont les difficultés d'approvisionnement en matières premières, eau potable et énergies

combustibles, qui ont été les premiers déclencheurs de déstabilisation dans de nombreux pays bien avant la pollution environnementale, la dictature, le manque de nourriture ou la lente paupérisation des classes médianes. Les conséquences insidieuses d'une mauvaise gestion dans la répartition des ressources naturelles a provoqué des flux de migration importants dans les grandes villes, lesquelles ont sombré peu à peu dans l'ultra sécurité, le zonage urbain et la violence. Au lieu de progresser de manière sereine vers une modernité apaisée, la plupart des grands pays ont subi une «tectonique sociétale» entropique creusant de profondes fractures sociales en y opposant seulement des contre-feux ponctuels.

C'est la somme de ces 10 grandes erreurs qui a conduit à une sorte d'apocalypse soft, lente, profonde et multiforme, au sein des nations et des populations. Dans ce mouvement général d'implosion de l'humanité acceptant passivement les lois mécaniques de la contraction, de la résignation et du durcissement, il ne fallait pas attendre de miracle !

Malgré de nombreuses poches de résistance qui ont essayé de s'organiser en subissant malgré tout la tutelle des systèmes en place, les Histims ont décidé de sortir de cette spirale descendante tirant vers le bas l'avenir des peuples, non plus seulement dans la survie quotidienne mais aussi dans une mutation dégradée de l'humanité. Retour donc sur l'histoire des Histims, ces hommes et ces femmes qui ont su pratiquer à temps des ruptures décisives en matière de renouveau démocratique et citoyen.

[Retour vers demain et les promesses issues d'expériences évolutionnaires réalisées par des individus aboutis, alors que le monde s'enfonçait lentement dans la contradiction, la survie organisée, l'indécision et la médiocrité collective !](#)